

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Ndembet Damas désormais face aux défis de la Justice

J.KOMBILE.MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**N**OMMÉE lundi 2 décembre, Erlyne Antonella Ndembet ép. Damas a officiellement pris les rênes du ministère de la Justice vendredi dernier. C'était au cours d'une cérémonie de passation de charges présidée par le secrétaire général du gouvernement, Jonas Lola Mvou, dans les locaux de ce département ministériel.

Tout en la félicitant "pour sa brillante promotion", Jonas Lola Mvou a exhorté la nouvelle garde des Sceaux à "se mettre résolument au travail. Cela après avoir rendu un hommage particulier à son prédécesseur, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, nommé ministre d'État, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement.

Magistrate de formation, Erlyne Antonella Ndembet Damas arrive à la tête de ce département ministériel au moment où, de l'avis de nombreux observateurs, le système judiciaire national pâtit de nombreux dysfonctionnements. À en juger notamment, selon eux, par les incessants et interminables griefs formulés par les justiciables, de moins en moins confiants en la justice. Même le syndicat national des magistrats du Gabon, n'a de cesse d'exprimer, dans la plupart de ces sorties, plusieurs manquements enregistrés dans le secteur de la Justice. Allant jusqu'à dénoncer les conditions plutôt précaires dans lesquelles évoluent les nouveaux magistrats. Celles-ci les exposant, selon lui, au fléau de la corruption... On se souviendra de ce que, lors de la récente session extraordinaire du Conseil supérieur de la magistrature, le ministre sortant avait, quant à lui, parlé des besoins entre autres matériels et logistiques. S'inscrivant dans la ligne droite des discours entendus lors des différentes rentrées judiciaires depuis plusieurs années. Consciente de l'immensité de sa tâche, la nouvelle ministre de la Justice, Erlyne Antonella Ndembet-Damas, a remercié "le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba pour l'avoir promue à cette haute et prestigieuse fonction", tout en s'engageant "à ne ménager aucun effort pour mériter la confiance placée en elle par les plus hautes autorités de la République".



Erlyne Antonella Ndembet Damas recevant symboliquement les charges du ministère de la Justice des mains du secrétaire général du gouvernement, Jonas Lola Mvou

## 9e sommet des ACP: Bilie-By-Nze représente le Gabon

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

**L**E 9e sommet des chefs d'État et de gouvernement ACP s'est ouvert, hier, à Nairobi (Kenya) en présence de plusieurs représentants des pays membres. Le Gabon y est représenté par le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze.

Lors de l'ouverture des travaux, le président kenyan, Uhuru Kenyatta a mis en exergue la nécessité de faire évoluer le pacte qui unit les États ACP. Ce pacte, scellé il y a 45 ans, a certes permis aux États d'amorcer des partenariats favorisant le commerce entre trois grandes régions comprenant près de 75 États membres. Toutefois, il a été confronté à de nombreuses limites qu'il convient aujourd'hui de dépasser, selon Uhuru Kenyatta. Cela, au regard de l'évolution du monde qui commande une adaptation constante des structures et des organisations.

La suite des travaux a été marquée par l'examen et l'adoption du rapport du Conseil des ministres avec notamment, la désignation de l'Angolais Georges Rebelo Pinto Chicoti au poste de secrétaire général des ACP. Ce dernier s'est d'ailleurs entretenu avec le ministre d'État Bilie-



Le ministre des Affaires étrangères au 9e sommet des chefs d'Etat des ACP.

By-Nze. Un entretien que les

Lors de l'ouverture des travaux, le président kenyan, Uhuru Kenyatta a mis en exergue la nécessité de faire évoluer le pacte qui unit les États ACP.

deux hommes ont jugé de "fructueux". Par ailleurs, réagissant à la question du dialogue politique avec l'Union européenne (UE) qui a été relancé le 25 novembre dernier, le Gabon, par la voix de son représentant, Alain-Claude Bilie-By-Nze a fait savoir à ses pairs que les discussions

suspendues il y a deux ans ont été réinitialisées. Ce, à la demande du président Ali Bongo Ondimba. Lesquelles ont abouti à la signature de "conclusions conjointes". Le chef de la diplomatie gabonaise a en outre indiqué que le gouvernement est en attente de l'ouverture d'un "dialogue politique normal", ce d'autant que l'UE et ses États membres sont des partenaires du Gabon.

À noter qu'en marge de ces assises, le chef de la diplomatie gabonaise a organisé une réunion de concertation avec les ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), en vue de bien préparer le prochain sommet de Libreville.

## Miroir du gouvernement

### Devoir d'exemplarité

AU vu du déroulement et des révélations de l'opération "Scorpion", que peut-on espérer des membres de "l'équipe Nkoghe Bekale V"? Dans une certaine mesure, qu'ils soient irréprochables, au-dessus de tout soupçon, exemplaires et pleinement investis de leurs missions à tout moment et à tout instant. Sans être démiurge, cette réponse devrait susciter des railleries et autres moqueries, tout en laissant plus d'un avec des moues dubitatives.

À ces réactions, rien d'étonnant à vrai dire. Vu que, chez nous, depuis longtemps, cer-

tains membres du gouvernement et autres politiques semblent s'être détournés de leur devoir et obligation d'exemplarité inhérents à leurs charges. Avec ceci que, au fil des années, la fonction ministérielle a perdu, semble-t-il, dans une certaine mesure, tout le prestige, la grandeur, la solennité et l'aura attachée à cette responsabilité. Tant et si bien que, dans l'entendement collectif, le slogan "tous pourris" serait foncièrement collé, à tort ou à raison, à tout détenteur de fonctions gouvernementales.

En ce sens que, quitte à se salir, les membres

du gouvernement seraient essentiellement mus par des considérations personnelles, partisans et relégueraient au second plan les intérêts du plus grand nombre. Ce qui, soit dit en passant, traduit, d'une certaine manière, le délitement de la confiance entre les gouvernants et les gouvernés.

C'est dire la nécessité pour les membres de l'équipe "Julien Nkoghe Bekale V" de se démarquer véritablement de cette image, fût-elle erronée. Cela en assumant pleinement et entièrement, en toute responsabilité et dignité, leurs charges. Lesquelles, est-il

besoin de le rappeler, doivent concourir au bien commun, à travers l'érection d'une société solidaire et égalitaire. Dans laquelle, ils seraient des modèles de vertu, de travail, d'abnégation, de courage, etc.

Ce, d'autant plus que, lors du dernier Conseil des ministres, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a "demandé à la nouvelle équipe gouvernementale d'inscrire son action autour des valeurs de rupture, d'éthique, de loyauté, de responsabilité et d'efficacité".

J.KOMBILE MOUSSAVOU